

NOTE DE LA DIRECTION

PAIX, SÉCURITÉ ET NOUVEL ÉQUILIBRE MONDIAL

POUR NOUS TOUS QUI nous intéressons particulièrement aux affaires internationales, la situation que nous vivons aujourd'hui est à la fois exaltante et troublante. Exaltante parce que nous assistons au

lever extraordinaire, rapide et le plus souvent pacifique du triste rideau de la Guerre froide qui a tant assombri la scène internationale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Troublante (du moins, elle devrait l'être) parce qu'aucun d'entre nous n'avait prévu la nature, la date ni les modalités des événements qui se sont déroulés.

Pour la première fois peut-être, la sécurité de l'espèce humaine tout entière est compromise par des dangers qui ne sont pas attribuables à l'hostilité entre les humains. Le réchauffement de la planète, par exemple, pourrait causer plus de tort à l'humanité au cours du siècle prochain que toutes les guerres de l'histoire.

La menace qui plane sur l'environnement terrestre et sur les systèmes vitaux, ne constitue que le symptôme le plus évident de l'interdépendance mondiale. Si nous ne parvenons pas à mieux gérer les dossiers tels que ceux du commerce, des investissements et du protectionnisme, de la dette, des taux de change et des transferts de technologie, les chocs entre les différents pays seront certainement de plus en plus violents, dommageables et dangereux.

L'AFFRONTEMENT MILITAIRE ENTRE L'EST ET l'Ouest demeurera un élément clef dans l'équation de notre sécurité. Même si les négociations de Vienne sur la réduction des armes conventionnelles et les pourparlers américano-soviétiques sur la réduction des armes stratégiques sont couronnés de succès, l'URSS et les États-Unis ainsi que certains autres pays seront encore des nations très armées ne se faisant pas encore suffisamment confiance et ne partageant pas assez de valeurs communes pour écarter toute possibilité de conflit armé d'envergure. Tant que la modernisation des armes se poursuivra de part et d'autre et que certains chercheront à acquérir une supériorité militaire décisive, le danger demeurera grand.

Le Canada doit viser à encourager les plus grandes réductions équilibrées possibles des forces armées, de manière à abaisser considérablement le niveau des arsenaux ainsi que l'ampleur des menaces militaires en Europe. Parallèlement, nous avons tout intérêt à favoriser l'édification d'une nouvelle structure européenne de sécurité qui «gèlera» pour de bon l'ampleur de la menace à ces niveaux inférieurs et offrirait de meilleures façons de résoudre les conflits qui surgiront inévitablement.

L'idée de mettre à profit la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), tribune qui réunit trente-cinq pays, comme nouveau forum où tous les Européens (sauf l'Albanie) et les deux partenaires nord-américains peuvent façonner leurs nouvelles relations en matière de sécurité a progressivement gagné la faveur de nombreux gouvernements (dont celui du Canada), mais Washington s'est jusqu'ici montré réticent. Nous avons maintenant une importante tâche à remplir : convaincre les États-Unis qu'une CSCE institutionnalisée ne représente pas une menace pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Pour garantir la sécurité de l'Atlantique Nord, l'Alliance devra continuer d'offrir une force de dissuasion ou une opposition crédible, face à toute menace militaire possible. Pareille conjoncture exigera en Europe la présence de forces américaines importantes, quoique considérablement réduites; et tant qu'il y aura des forces américaines sur le Vieux Continent, le Canada sera amplement justifié, à mon avis, d'y déployer également des forces armées. Le moment est venu de mettre un terme chez nous au débat simpliste sur la question de savoir s'il faut laisser notre contingent de l'OTAN en Europe ou le retirer; commençons plutôt à nous demander quels rôles nous pourrions le mieux assumer là-bas.

Nous avons déjà vu comment certains des virus empoisonnés de l'Europe de l'avant-guerre ont émergé, aussi dangereux que jamais, des glaces de la Guerre froide (affrontements ethniques, etc.). On parle déjà sérieusement de nouveaux mécanismes de gestion des crises et de maintien de la paix, qui relèveraient sans doute de la CSCE ou des Nations-Unies.

Pour que cette perspective se concrétise et qu'elle contribue à préserver les progrès accomplis en Europe sur le plan de la sécurité, il faudra organiser les nouvelles structures, et je ne vois aucun pays qui soit mieux équipé et plus écouté que le Canada pour ce faire. Avec sa vaste expérience, le Canada est sans doute à même de fournir un apport particulièrement utile en déployant un modeste contingent auprès de l'OTAN en Europe.

À MON AVIS, CE N'EST PAS DANS LE CADRE DES relations Est-Ouest que l'on risque le plus de voir éclater des conflits militaires importants au cours des décennies à venir. Dans ma revue annuelle de janvier dernier j'ai souligné que nous risquons d'entamer une «décennie de prolifération» des armes de destruction massive dans de nombreux pays qui n'en étaient pas dotés jusqu'ici. Ces tendances ne sont pas entièrement inéluctables, mais elles vont le devenir si la communauté internationale dans son ensemble ne mobilise pas toutes ses énergies dès aujourd'hui, à la fois pour limiter la diffusion d'armements perfectionnés et pour préconiser dans le monde entier le règlement des conflits et la signature d'accords régionaux de sécurité.

Une fois de plus, je crois qu'il y a pour le Canada des occasions spéciales à saisir, plus nombreuses qu'auparavant en sa qualité de puissance moyenne qui inspire confiance, qui a l'expérience de la médiation et du maintien de la paix et qui a un des programmes d'aide les plus importants et les plus respectés qui soient dans la plupart des régions du tiers-monde. Nous avons gagné par nos actions une bonne mesure de crédibilité et de bonne volonté politique, autant d'atouts que nous pourrions utilement mettre à profit en unissant nos efforts à ceux de nombreux autres pays pour contribuer aux processus régionaux d'instauration de la paix. Mais, nous sommes aux prises avec une étrange apathie «cyclique», une sorte de crise de la quarantaine, et avec une attitude de cynisme à l'endroit des institutions internationales. Les États-Unis sont maintenant le pays le plus éloigné de l'ONU.

L'EST TEMPS, POUR UN GROUPE DE GOUVERNEMENTS qui représentent toutes les régions du monde et qui sont «sur la même longueur d'ondes» de promouvoir la cause des institutions internationales pour leur permettre de mieux relever les défis tels que les conflits régionaux, le commerce des armes, le trafic de drogues, le terrorisme et la protection de l'environnement, et pour leur donner également les moyens de répondre aux besoins toujours aussi criants de progrès économiques et sociaux dans le tiers-monde.

Dans un monde dont il faut admettre qu'il est imparfait, le Canada est considéré comme un modèle de paix et de prospérité, comme un exemple réussi de tolérance et comme l'expression d'un compromis pratique entre deux grands groupes linguistiques, entre des régions diverses et étendues et, maintenant, entre la quasi-totalité des cultures de la planète. Ce sont ces caractéristiques, et cette culture politique qui préparent le Canada à jouer des rôles encore plus grands dans le nouvel ordre mondial qui semble vouloir se façonner.

Heureusement, la plupart des étrangers ne savent pas encore comment, au cours des derniers mois, nous, Canadiens et Canadiennes, n'avons pas réussi, dans notre propre pays, à sauvegarder ces atouts précieux et rares que sont la tolérance et la capacité de faire des compromis pratiques. Ceux et celles d'entre nous qui oeuvrent dans le domaine de la politique étrangère espèrent que le Canada retrouvera ces deux qualités avant même que le monde s'aperçoive que nous les avons momentanément mises en danger. □

— BERNARD WOOD

Cet article est tiré d'une allocution prononcée à la mi-avril par M. Bernard Wood devant le Conseil des relations internationales de Montréal.